

Burkina Faso : Des élèves exposés à la moquerie populaire

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 07 FEVRIER 2023

1280

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Finalisation de l'avant-projet de Constitution

Les travaux

débutent aujourd'hui !



...durée de la transition : Le Cadre d'échange et le Forum des partis politiques intransigeants



Gao : Des centaines de déplacés fuient des localités sous menaces 18



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 Fev.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

167

Nouveaux cas confirmés

08

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

644 041 Vaccinations incomplètes

2 894 858 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 798

Guéris

31 958

Décès

743

dont 08 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.23



/ Une /



Finalisation de l'avant-projet de Constitution : Les travaux débutent aujourd'hui !

P.5

/ Brèves /



97ème session du conseil d'administration de la CMDT : Un déficit prévisionnel de 15 milliards de FCFA constaté

P.11

Koulouba : Le Président de la Transition a reçu en audience le Khalife général de la Faydatoul Tidjanie, Cheikh Mahi Ibrahima Niass

P.11

Allemagne/Mali : Le ministre allemand des finances a séjourné au Mali jeudi 2 février 2023

P.12

Direction nationale des domaines : Plus de 162 milliards de FCFA mobilisés en 2022

P.12

EMP-ABB : Clôture du séminaire sur les initiatives novatrices en matière d'autonomisation des femmes.

P.13

/ Actualité /



Situation sécuritaire à Gao : La CAMORC invite les autorités à la vigilance

P.15

Données personnelles : Vers une appropriation collective !

P.16

Mise en œuvre de l'Accord d'Alger : La Coordination Kel Ansar et alliés regrette les agitations et propose !

P.17

Gao : Des centaines de déplacés fuient des localités sous menaces

P.18

Dr. Boubacar Sidiki Diarra, Segal du ministère de la justice : « Les citoyens se familiarisent avec la justice »

P.19

Situation sécuritaire à Gao : Les anciens résistants interpellent les autorités militaires

P.20

/ Politique /



Respect de la durée de la transition : Le Cadre d'échange et le Forum des partis politiques intransigeants

P.22

Refondation de l'état : Où vont les colonels avec le Mali ?

P.23

Cheick boucadry Traoré : « Notre pays brûle »

P.24

/ Culture & société /



Pour une meilleure mobilité des artistes et des œuvres : Ce qu'a été décidé lors de SÉGOU'ART

P.25

/ International /



Burkina Faso : Des élèves exposés à la moquerie populaire

P.26

En Guinée équatoriale : Manuela Roka Botey nommée Première ministre

P.28

/ Sport /



CHAN 2022 : Les primes pour chaque sélection

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable odors.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



Finalisation de l'avant-projet de Constitution

Les travaux débutent aujourd'hui !

Dans le souci d'atteindre un maximum de consensus pour les réformes institutionnelles et politiques, le Président de Transition, le Colonel Assimi Goïta a fait appel à toutes les forces vives de la nation pour la finalisation du projet de Constitution. Contrairement à certains propos distillés, l'entrée des représentants du cadre des partis politiques pour une transition et d'autres, est perçue par certains comme une lueur d'espoir. L'inclusivité tant prônée par les maliens est-elle en passe d'être trouvée ? Quoi qu'il en soit, les angles sont réduits.

Conscients de la délicatesse de leur mission, les membres en charge de la finalisation du projet de constitution se sont réunis le lundi 6 février 2023 à Koulouba. Incontestablement, le temps est l'ennemi de la commission. Car elle n'a que 15 jours pour soumettre un projet de constitution et un rapport au Président de la Transition. Les autorités maliennes, en effet, sont en retard sur la mise en œuvre du chronogramme publié pour la tenue des élections et réformes politiques.

Pour rappel, la commission d'écriture de la nouvelle Constitution après un travail de fourmi avait remis au Président de la Transition le 11 octobre 2022, son rapport et la mouture de la Constitution.

Ce document est le fruit d'une équipe pluridisciplinaire qui a veillé à y inclure beaucoup d'innovations. L'objectif de ce document est de donner au Mali une assise juridique et institutionnelle susceptible de relever les nombreux défis auxquels le pays est confronté. Les innovations apportées sont entre autres : la réduction du nombre d'articles, la modification



de la présentation classique des constitutions, la suppression de certaines institutions. Pour une participation active des maliens au contenu de l'avant-projet de Constitution, la commission de rédaction avait organisé plusieurs séances de restitution toujours dans le but de parfaire le document. Les remous constatés au cours de ces séances, n'ont pas été passé sous silence. D'où la création de la commission de finalisation de l'avant-projet de Constitution. Après plusieurs rencontres avec les acteurs politiques et de la société, les autorités de la Transition ont pu convaincre les plus sceptiques à participer à ce processus important pour la vie de la nation malienne. La participation du cadre des partis politiques

pour une transition réunie s'inscrit dans cette dynamique. Les responsables du cadre des partis politiques pour une transition réussie balayaient d'un revers de main les allégations tendant à faire croire que leur participation au processus de finalisation de l'avant-projet de Constitution s'inscrit dans le cadre de la stabilisation du pays. En outre, ils scandent que dans la vie d'une nation, il y a des occasions qu'il ne faut jamais rater pour apporter sa pierre à l'édification. Ils estiment que cette tribune sera une aubaine pour eux, afin de défendre leur position qu'est la révision à minima de la Constitution de 1992. En plus des représentants du cadre, d'autres couches socioprofessionnelles ont décidé d'accompagner les autorités transition-

nelles dans ce vaste chantier que d'autres diront trop ambitieux. Le but recherché est de donner espoir au peuple malien et trouver une solution durable aux crises que traverse le pays. Les travaux débutent effectivement, aujourd'hui mardi 7 février 2023. Les missions de la commission de finalisation sont claires. Il s'agit d'examiner et amender l'avant-projet de constitution. Tous les regards des maliens sont tournés vers les membres de la commission de finalisation de l'avant-projet de Constitution qui n'a que 15 jours pour remettre son rapport au Président de la Transition.

■ Ibrahim Sanogo

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

■ Guida Landouré

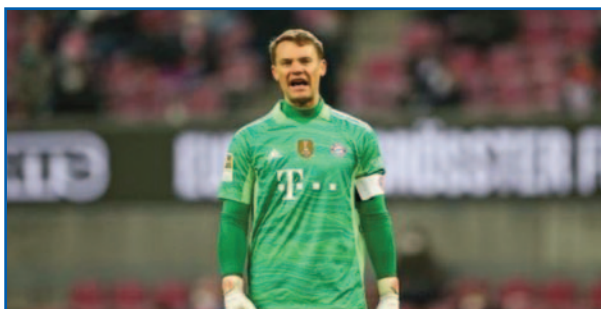
Je ne me doutais pas qu'ils connaissent mon domicile, maintenant ils disent connaître où ma femme travaille. En Allah je place ma confiance.



■ Mali Actu

Un dirigeant du Bayern Munich a lâché un gros tackle contre Manuel Neuer forfait pour le reste de la saison.

Alors qu'il est forfait pour le reste de la saison après s'être cassé la jambe au ski, Manuel Neuer, a récemment créé la polémique en épingleant la direction du Bayern Munich pour le licenciement de l'ex-entraîneur des gardiens Toni Tapanovic. Ce qui a très énervé Lothar Matthäus qui, comme le président bavarois Oliver Kahn, a allumé le portier allemand.



Après Franck Lampard, un entraîneur vient de se faire virer en Premier League.

Sur ses réseaux sociaux, Leeds a officialisé le départ de son entraîneur Jesse Marsh. La raison est facile à deviner. Les mauvais résultats des Peacocks, englués à une inquiétante 17ème place de Premier League et dans une spirale négative ont poussé le club anglais à se passer des services de l'américain.



■ Ammy Baba Cisse

Kimparana, à 50 Km entre San et Koutiala, a été ciblé par des bandits armés qui ont créé le désordre au tribunal de la ville



■ FEMAFOOT

TRISTE NOUVELLE : L'attaquant Ghanéen, sociétaire du club, du Hatayspor, Christian Atsu a actuellement disparu sous les décombres avec le Directeur sportif du club, après le tremblement de terre en Turquie. Les équipes de recherche et de sauvetage le recherchent toujours. Prions pour lui enfin qu'il soit retrouvé sain et sauf



■ Rokiatou Makadji

L'Association des Jeunes Avocats du Mali-AJAM a le plaisir de vous inviter à son premier café de l'année 2023.

Sur le thème: « la responsabilité civile du transporteur aérien en droit malien »,

Nous aurons l'honneur de recevoir Docteur Souleymane Diarra, (Enseignant chercheur à la faculté de droit privé du Mali), le 11 février 2023 à 10h00 GMT à l'hôtel Maeva Palace.

Bon week-end à tous et toutes !



■ MALI KANU



Vu sur internet

aujourd'hui

Bonsoir Malick, je suis un de vos followers

Je viens par ce message vous demander de nous aider à dénoncer cette situation aux postes de Bougouni où la police et la gendarmerie nous forcent à payer 1000/2000 sans une explication

Nous sommes présentement bloqués environ 1h car le chauffeur de Diarra Transport est solidaire avec les passagers.

Toutes les pièces sont bloquées
Merci si à publier sous anonymat svp

■ Leral.net



10 Millions + 1 terrain pour chaque LION

■ Macky Sall



J'adresse mes condoléances émues aux Présidents @RTErdogan et Bachar al-Assad, suite au séisme qui vient de frapper la #Türkiye et la #Syrie. Paix à l'âme des victimes et prompt rétablissement aux blessés.

■ Ballinu Montana



Une délégation du Pôle Jeunesse du Mouvement BENKAN, dirigée par son président Ousmane DIARRA, s'est rendue le Samedi 25 Juin 2022 dans la cité de Kenedougou, pour rencontrer les coordinateurs locaux des 43 communes du cercle de Sikasso. Cette rencontre s'est tenue dans le cadre de l'exécution de son pro-

gramme de redynamisation et de sensibilisation des bureaux mise en place dans les communes

Snap: Ballinumontana7
#BMSCOM



■ Awa Sylla



Tonton Fállu Silla et Ibrahim Zeynab TRAORE Doussou kachi va vous dja.

Tonton vous les faux footballeurs venaient voir nos trois trophées.

Le président le chachux du Sénégal Machallah chéri coco. 3 mandats pour notre coupe du monde.



■ Daouda Bakary Kone

"En voulant répondre à Salif , Sira choco a pris "balle perdue" de Damon sur le plateau du Renouveau TV..sira ka #papouko



■ Amy Sarr Fall

Ce lundi 6 Février marque le démarrage officiel des cours à l'Université de Touba, appelée Complexe Cheikh Ahmadoul Khadim pour l'Éducation et la Formation (Ccak/Ef). J'aimerais exprimer tout le sentiment de fierté et de reconnaissance que j'éprouve à l'endroit de Serigne Mountakha Mbacké, Khalife général des mourides à qui nous souhaitons une très longue vie. Cette initiative salubre honore le Sénégal. D'un coût global de 37 milliards FCFA, ce joyau prévu pour 10 000 apprenants participera à la promotion de l'enseignement supérieur et au rayonnement du Sénégal.



■ Ousmane Sonko

Accompagné de quelques responsables du parti, je me suis rendu aux brigades de gendarmerie de la foire, de Ouakam et de Thiong pour m'enquérir de la situation des jeunes patriotes qui y sont arbitrairement détenus depuis le 2 février,



■ Abdoul MBAYE

La ville de Touba réussit là où l'Etat échoue. Les politiciens sont la source de notre retard et de nos maux. La solution se trouve dans l'implication citoyenne. Mes félicitations au Khalif, à Serigne Ahmadou Badawi et aux disciples qui ont contribué au financement de ce projet.



■ Larmes des pauvres

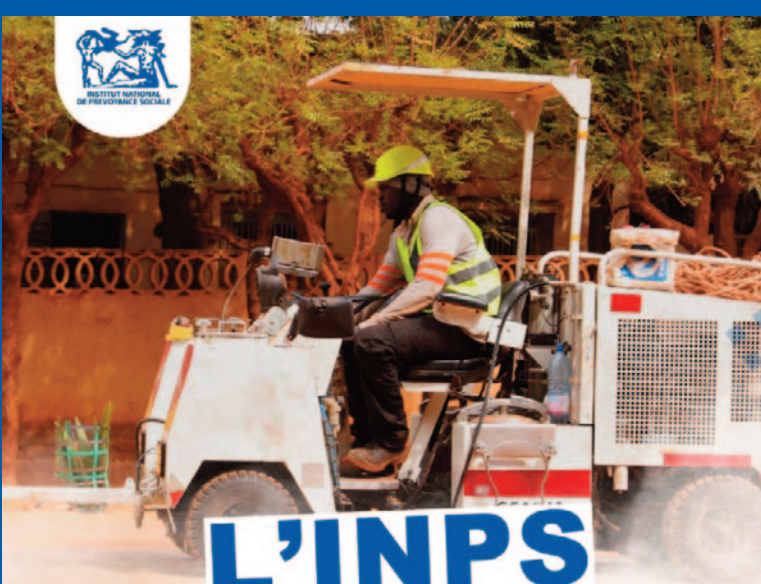
#Mali -- San Ce lundi 6/02/23 plusieurs moutards armés ont mené une incursion dans la ville de #Kimparana. Le palais de justice a été incendié, aucune perte humaine n'a été rapportée.



■ ASSADEK AG HAMAHADY

Je dis à mes jeunes frères et neveux de la CMA que même s'ils réactivent l'indépendance de l'Azawad, mon corps sera rapatrié au cimetière de Kati Koko, incha Allah entre les tombes de mon papa, de ma maman, de mon grand frère, de mon jeune frère, de mes oncles et tantes et neveux



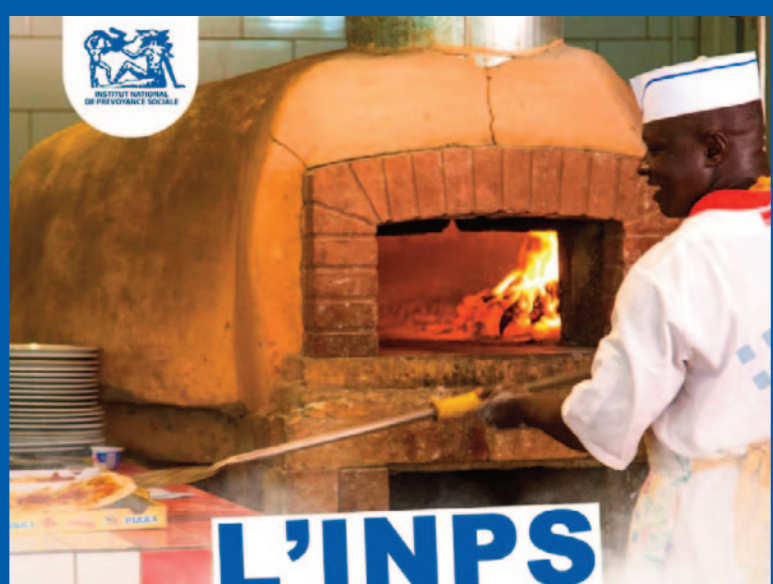


L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

L'Institut National de Prévoyance Sociale assure la Sécurité Sociale des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants ainsi que les membres non salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles.

20 70 51 70 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Travailleurs indépendants, membres non-salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles affiliiez-vous au régime Assurance Volontaire de l'INPS et bénéficiez des prestations de l'AMO.

20 70 51 72 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

97ème session du conseil d'administration de la CMDT : Un déficit prévisionnel de 15 milliards de FCFA constaté



La Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) a tenu, le mercredi 1er février 2023, la 97ème session de son conseil d'administration. Les administrateurs ont tablé sur un budget prévisionnel de 449 milliards en dépenses contre 434 milliards en recettes. D'où un déficit de 15 milliards de FCFA. Le Président directeur général de la CMDT rassure que ce déficit sera comblé.

Cette session se tient à un moment où les pays de production cotonnière ont vécu des attaques d'insectes dont la solution n'a pas été trouvée. Il s'agit bien sûr des attaques de jassides qui ont causé des dégâts considérables dans beaucoup de pays d'où, une baisse drastique de production qui a entaché les prévisions. Au moment où cette session se tenait, les usines CMDT étaient à 360 mille tonnes égrainées. Le chiffre exact sera connu dès la fin de l'égrainage. Selon le PDG, le Mali avait une prévision de 526 mille tonnes sur un objectif de production qui frôlait les 780 mille tonnes. La prévision budgétaire s'est fixée à 449 milliards en dépenses contre 434 milliards en recettes. D'où, un déficit budgétaire de 15 milliards. Conscients de cette situation, les administrateurs ont largement discuté sur ce déficit afin de dégager des pistes pour combler le gap. Des leviers existent pour cela, rassure le PDG, Nango Dembélé.

Le Président du Conseil d'administration a expliqué les raisons de la baisse de production pour cette campagne qui tend vers sa fin. Selon

Koulouba : Le Président de la Transition a reçu en audience le Khalife général de la Faydatoul Tidjanie, Cheikh Mahi Ibrahima Niass



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé, ce mercredi 01 février 2023, une audience au Khalife général de la Faydatoul Tidjanie, Cheikh Mahi Ibrahima Niass, en visite dans notre pays.

Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur la paix et la stabilité au Mali et dans la sous-région.

A l'entame de ses propos, l'ambassadeur de la République sœur du Sénégal a remercié le Président de la Transition et les disciples de la Fayda Tidjaniya qui ont eu l'amabilité d'inviter l'auguste Khalife de la Fayda Tidjaniya pour la Ziyara annuelle qui se tient à Ségou. Cela témoigne des liens forts entre nos deux peuples, a-t-il affirmé.

« En tant que guide religieux, il est tout à fait normal que le Khalife vienne rendre une visite de courtoisie au Chef de l'Etat, comme nous l'enseigne l'islam. C'était également l'occasion pour le Cheikh de préférer des prières de paix et de bonheur pour les autorités de la transition et le peuple malien », a-t-il poursuivi.

Source : CCOM Présidence de la République

ses propos, elle est due à l'invention des jassides, une nouvelle espèce d'insecte inconnue du monde du coton, contre laquelle tous les traitements traditionnels ont échoué. Cette attaque qui a ravagé la production n'est pas propre au Mali. Elle a frappé aussi les pays voisins comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Bénin, avec une baisse drastique de la production.

Selon les explications du PDG, au Mali, outre cet aspect commun, l'abondance de la pluviométrie a provoqué des inondations avec une perte de 35 mille hectares. En conclusion, les deux facteurs négatifs combinés ont occasionné une perte globale de 150 mille hectares. Pour l'instant, nul ne peut se prononcer sur la production de cette campagne car, l'égrainage n'est pas arrivé à terme, a expliqué le PDG. En tout état de cause, chaque Etat s'attend à une baisse de production. Avec une culture soumise aux aléas climatiques, les prévisions peuvent dépasser ou chuter. C'est pour cette raison que le PDG a affirmé qu'il y a lieu de faire attention aux chiffres. Le cas de la campagne passée en est une parfaite illustration car, les prévisions ont été largement dépassées.

Drissa Togola / Le Challenger

Allemagne/Mali : Le ministre allemand des finances a séjourné au Mali jeudi 2 février 2023



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, en compagnie de son Collègue de l'Économie et des Finances, Monsieur Alousseni SANOU, a reçu en audience, ce jeudi 02 février 2023, Monsieur Christian Linder, Ministre des Finances de la République Fédérale d'Allemagne. Lors de cette rencontre, les deux Parties ont abordé plusieurs questions d'intérêt commun, notamment le renforcement de la coopération économique, le processus politique de la Transition ainsi que la situation sécuritaire du pays.

Parmi les sujets discutés, celui portant sur les questions sécuritaires, notamment les opérations des drones sur le territoire national a occupé une grande place. Pour le Chef de la diplomatie malienne, loin d'en faire une restriction ou encore moins une interdiction, le Gouvernement du Mali, pour des raisons de sécurité nationale, a pris des mesures pour une meilleure coordination de l'utilisation de ces engins volants. Il a poursuivi en indiquant que, sans une bonne coordination, le risque d'incident tant pour les drones utilisés que pour la sécurité des populations reste élevé. C'est qui justifie la nécessité pour le Gouvernement de fixer des règles relatives à la traçabilité des drones utilisés, les horaires et couloirs de vols ainsi que le partage des informations recueillies avec la partie malienne.

Pour sa part, le Ministre Allemand s'est félicité des relations d'amitié historique entre le Mali et l'Allemagne avant de souligner l'intérêt de son pays à poursuivre son partenariat avec le Mali dans le cadre d'une coopération gagnant-gagnant qui respecte la souveraineté et les choix stratégiques de chaque pays. Il a également souhaité le retour à un ordre constitutionnel au Mali, conformément au délai convenu.

Tout en remerciant le Ministre Allemand de sa visite de travail, le Ministre DIOP a indiqué que le Mali reste ouvert au dialogue constructif et au partenariat sincère et franc visant à contribuer à la sécurité nationale qui demeure la priorité de premier ordre et à l'aboutissement heureux du processus politique pour lequel des avancées notables sont déjà enregistrées.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

Direction nationale des domaines : Plus de 162 milliards de FCFA mobilisés en 2022



Le ministre de l'Urbanisme, de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du territoire et de la population, le Pr Bréhima KAMENA, a adressé ses vives félicitations à la Direction nationale des Domaines. Cela fait suite aux prouesses réalisées par la Direction nationale des Domaines dans la mobilisation des ressources. Sur une prévision de 151 050 000 000 FCFA, les domaines ont réalisé 162 347 000 000 FCFA.

C'est à travers une correspondance en date du 31 janvier 2023 que le département de tutelle, à savoir le ministère de l'Urbanisme, de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du territoire et de la population, a confirmé l'année de succès réalisée par le service des Domaines.

Dans ladite lettre, le ministre Bréhima KAMENA note avec satisfaction que la Direction nationale des domaines a largement dépassée les objectifs de recettes budgétaires assignés en 2022.

Il est à préciser que la Direction nationale des Domaines a réalisé cent soixante-deux milliards trois cent quarante-sept millions (162 347 000 000 FCFA) sur une prévision de cent cinquante et un milliards cinquante millions (151 050 000 000 FCFA), soit un taux de réalisation de 107 %. Face à cette prouesse, le ministre a félicité le Directeur national des Domaines, Abdoulaye DICKO, ses collaborateurs ainsi que l'ensemble des structures qui ont concouru directement ou indirectement à l'atteinte de ce résultat.

Le ministre a saisi l'occasion pour exhorter l'ensemble des structures à persévérer dans cette voie en redoublant d'efforts pour l'atteinte de l'objectif budgétaire annuel assigné au titre de l'année 2023, tout en maintenant l'élan de collaboration fructueuse avec les structures d'appui.

PAR MODIBO KONE / Source : Info Matin

EMP-ABB : Clôture du séminaire sur les initiatives novatrices en matière d'autonomisation des femmes

L'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE (EMP-ABB) a servi de cadre à la cérémonie de clôture de 5 jours de séminaire International de haut niveau sur les « politiques et projets novateurs en Afrique en matière d'autonomisation des femmes et des jeunes, de la lutte contre les violences basées sur le genre et la réforme du secteur de la sécurité : nouvelles approches, défis et perspectives ». C'était le vendredi 03 février 2023, dans la salle de conférence de l'EMP-ABB en présence du Directeur Général de l'Ecole, le Colonel Souleymane SANGARE. Il avait à ses côtés, le Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale, le Colonel-major Ismaël WAGUE et la Ministre de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la Famille, Mme Wadjidje Founè COULIBABY.

Après 5 jours de formation, d'échange et de partage d'expérience, Mme SIDIBE Adja Ténindjè SAMAKE, Coordinatrice générale du projet RECAFEVEC a affirmé avoir recensé de 54 bonnes pratiques et d'initiatives novatrices en Afrique. Elles sont entre autres : l'école des maris, l'école de mon Age, la transformation agroalimentaire, le groupe de solidarité



et d'assistance au BVG etc.

Le Directeur de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE, à l'entame de son discours a exprimé sa gratitude aux distingués hôtes du jour. Il a remercié les anciennes ministres de la sous-région pour avoir repoussé des activités importantes dans leur agenda afin de donner une place de choix à cette cérémonie, certes sobre mais combien importante. Pour lui, l'ampleur et la richesse des discussions ont permis d'épuiser l'ensemble des thématiques programmées et de faire des propositions fortes qui seront consignées dans un document faisant l'objet de partage à tous ceux qui ont une parcelle de pouvoir permettant de faire avancer la cause des jeunes, des filles et des femmes.

COMMERCIAUX

MAD Sécurité est une société de Gardiennage recrute vingt-cinq (25) Commerciaux



PROFIL DU CANDIDAT

- Etre motorisé
- Avoir au minimum bac+2

Les candidats intéressés peuvent déposer leur dossier de candidature comportant (CV, et demande d'emploi) au siège de la société à Bougouba face Soterco

Tél: 61 75 00 52 // 71 67 19 90





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?

Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.

Article 25 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Article 26 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

Article 27 : Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de

la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 28 : Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

Article 29 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

Article 30 : Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.

Situation sécuritaire à Gao : La CAMORC invite les autorités à la vigilance

La Coalition des anciens des mouvements et organisation de la résistance civile de Gao (CAMORC) a organisé une journée de Réflexion sur la situation sécuritaire de la région de Gao. C'était le samedi 04 Février 2023 dans salle de conférence du Gouvernorat de Gao. Cette activité avait pour objectif de proposer une panoplie de recommandations pouvant contribuer à aider les Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission régionale de protection des personnes et de leurs biens.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Directeur de cabinet du Gouverneur de la région Gao, Agaly Ag Inamoud YATTARA.

A cette occasion, plusieurs personnalités - dont les différents chefs militaires de la région, les directeurs des services régionaux, les notabilités et chefferies traditionnelles, les représentants des organisations de la société civile ainsi que les membres et sympathisants de la CAMORC - ont brillé par leur remarquable présence.

Prononçant son discours, le Président Exécutif de la CAMORC, M. Abdoul Karim Samba, a souligné que la Coalition des anciens des mouvements et organisation de la résistance civile de Gao est une organisation qui prône le patriotisme et la citoyenneté active, pour faire de notre belle et légendaire cité, une région émergente dans un Mali de prospérité.

En effet, il a précisé que la tenue de la présente journée d'échanges, de réflexion et d'analyse sur la situation sécuritaire intervient à un moment où la région de Gao est confrontée à une recrudescence de l'insécurité qui se caractérise par des enlèvements de personnes, de bétails, de braquage, de rapt et d'autres types de banditismes, qui contribuent malheureusement à ébranler nos fondements socio-culturels, de bon voisinage et de cohésion sociale.

« Cette dégénérescence exige de nous, en tant qu'anciens résistants, j'allais dire, ceux-là même qui ont dit non hier face à l'invasion djihadiste, ceux-là qui ont brandit le symbole de la souveraineté quand personne, je dis bien quand personne, ne pouvait prononcer mot au mot Mali ; une réflexion, une analyse pour mieux appréhender la problématique » est

nécessaire « afin d'agir dans l'intérieur supérieur de nos communautés et de notre nation », a estimé Abdoul Karim Samba.

Il a mis l'occasion à profit pour saluer la présence des cellules d'Ansongo, de Bourem et des autres communes de la région, venues pour partager leur expérience et vécu. Ensuite, il a remercié l'engagement volontaire des membres du bureau régional de la CAMORC, grâce au soutien desquels, la présente activité a pu être réalisée.

Par ailleurs, le Président Exécutif de la CAMORC, M. Abdoul Karim Samba a invité les autorités militaires et administratives à plus d'engagement et de vigilance. « Ils sont parmi nous et opèrent par tous les moyens pour y parvenir à nous déstabiliser » a-t-il avisé.

« Soyons donc sereins, vigilants et solidaires », a ajouté M. Abdoul Karim Samba.

A son tour, le Directeur de cabinet du Gouverneur de Gao a remercié la CAMORC pour l'initiative qui servira non seulement à renforcer le brassage entre les forces de sécurité et la population mais surtout contribue à accompagner les FDS dans leur mission de protection des personnes et des biens.

Rappelons que la cérémonie a été marquée par la remise d'un exemplaire du rapport annuel d'activité 2021-2022 de la CAMORC au directeur de cabinet du Gouverneur de la région Gao Agaly Ag Inamoud YATTARA.

■ Maffenin Diarra



Données personnelles : Vers une appropriation collective !

La session ordinaire de de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personne la conduit ses membres à se pencher sur 300 dossiers

Le Dr Mamoudou Samassékou a présidé la 1ère session ordinaire de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel au titre de l'année 2023. C'était le lundi 06 février dans la salle de conférence de l'APDP.

Cette session intervient seulement dix jours après la célébration de la journée internationale de la protection des données à caractère personnelles.

Au cours de son allocution, le président de l'APDP a souligné que cette session leur donne l'occasion de se pencher sur les nombreux dossiers préparés par leurs services techniques.

« Il s'agit des dossiers relatifs aux demandes d'autorisation et de déclaration, adressés à l'Autorité par de nombreuses structures relevant de l'administration d'État et du secteur privé », a-t-il dit.

En effet, il a rappelé que la protection des données personnelles s'impose en termes de normes de qualité des entreprises à travers le

monde. « Elle assoit la crédibilité de l'entreprise et partant elle la rend fréquentable », a-t-il précisé.

« Il en ressort que la convoitise des données nominatives, notamment celles dites de masse, stratégiques à tout point de vue, fait que les entreprises multinationales, ne s'embarrassent nullement de scrupule pour se les approprier. Dès lors s'impose l'impérieuse nécessité d'assurer aux multiples usagers du numérique, une protection optimale contre cette prédatation », a-t-il suggéré.

Pour cette première session ordinaire, de l'année 2023, le président de l'APDP, Dr Mamoudou Samassékou a indiqué qu'ils se pencheront sur 300 dossiers à savoir trois demandes d'avis ve-

nant du ministère de la justice et des droits de l'homme, Garde des sceaux ainsi que du ministère de de l'Administration territoriale et de la décentralisation ; Neuf plaintes pour violation de données personnelles ; Vingt demandes d'autorisation ; Deux cent soixante-huit (268) déclarations normales portant sur la régularisation des systèmes de vidéosurveillance.

A cet égard, le Dr Mamoudou Samassékou dira que l'APDP se félicite d'autant plus qu'elle observe à travers cette sollicitation un véritable changement de comportement des usagers, de plus en plus informés et convaincus de la nécessité de la sécurité de la sécurisation des renseignements personnalisés stockés dans leurs bases de données respectives.

« Vous ne devrez point perdre de vue que l'Autorité est investie d'une mission d'assistance, de conseil et, partant, d'accompagnement de toutes les structures appelées à effectuer des traitements des données à caractère personnel », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra



Mise en œuvre de l'Accord d'Alger : La Coordination Kel Ansar et alliés regrette les agitations et propose !

Plus que jamais, le Mali a besoin de toutes ses filles et fils pour travailler au retour de la paix. L'initiative est bien comprise par la Coordination Kel Ansar et Alliés. Son président, Cissé Oumar Hamama Ansari, dans une déclaration a appelé les maliens au dialogue et à l'unisson pour sauver la Patrie. « Les maliens et les maliennes ont la capacité de s'unir comme un seul homme pour vaincre les démons de la division », rappelle le Président de la coordination.

Dans un manifeste titré « **Résolution de la crise** », le Président de la Coordination Kel Ansar et Alliés a fait une série de propositions pour parvenir à la stabilité et le vivre ensemble entre Maliens.

Depuis quelques années, en effet, le Mali traverse « **une crise multiforme qui a ébranlé en partie, notre joie de vivre et la cohabitation pacifique entre nos différentes communautés. Indéniablement, il saigne dans le cœur de la majorité des maliens et des maliennes qui souffrent de la situation liée à la crise sécuritaire, à la cherté de la vie, aux tensions au sein de nos communautés et plus grave aux incitations à la haine raciale et ethnique sur les réseaux sociaux** », a-t-il indiqué.

Le Président de la Coordination Kel Ansar et Alliés, Cissé Oumar Hamama Ansari se réjouit de voir que les maliens et les maliennes ont la capacité de s'unir comme un seul homme pour vaincre les démons de la division. « **Il est plus que temps pour nous, fils et filles de ce pays de traduire en acte les enseignements de la Devise de notre pays, Un Peuple Un But Une Foi. Cette devise nous rappelle qu'en situation de difficultés, nous devons donc être capables de surmonter nos différends pour nous retrouver afin de préserver ce qui nous uni** », a-t-il lancé en guise d'appel.

Selon lui, face à de telles situations, il est important de préconiser une fois de plus, le dialogue. Les Maliens ont la capacité de se relever et chacun doit œuvrer en ce sens. Cependant, il est convaincu « **qu'aucun développement n'est possible dans un en-**

vironnement dominé par des déchirures».

Le Président Cissé Oumar Hamama Ansari qui dirige l'association dédiée exclusivement à la recherche de la paix et pour le bon vivre entre les communautés, est gêné de constater que les maliens n'arrivent pas à mettre en œuvre, les différentes résolutions issues des nombreux foras, de nombreuses concertations au niveau local, national et au-delà dans le cadre de la paix durable. « **Nous regrettons dans cette même dynamique, ces nombreuses agitations autour de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix Issu du Processus d'Alger.**

Toutefois, comme le stipule la devise de la Coordination Kel Ansar et Alliés « **Ensemble pour la Paix la bonne gouvernance le développement local et la cohésion sociale entre toutes les communautés** ». Elle continuera à appeler au dialogue qui paraît essentiel dans la situation qui prévaut actuellement au Mali.

« **Nous l'avons expérimenté à travers des rencontres intercommunautaires à Goundam et qui ont donné naissance au Pacte Social pour la Paix. Cet outil qui est un engagement des communautés à la base pour la paix est duplicable partout au Mali. Nous continuons d'appliquer ce pacte avec des rencontres en regroupant différentes communautés pour échanger et réfléchir sur des projets de développement de notre pays. Nous insistons sur le fait que notre pays regorge d'éminentes personnalités au niveau local comme national capables de rapprocher nos cœurs et nos esprits vers l'idéal commun** », a



rappelé le Président Cissé Oumar Hamama Ansari.

Par ailleurs, au regard de la situation, la Coordination Kel Ansar et Alliés recommande en « **complément à tout ce qui a été fait jusqu'à présent à l'initiative de l'État ou des organisations de la société civile, de véritables échanges inclusifs entre toutes les communautés. Nous préconisons " des rencontres Inter et Intracommunautaire inclusives regroupant l'ensemble des Chefs de villages, de quartiers, de fractions, les Cadis, les Imams, les leaders chrétiens (évêques et pasteurs), des personnes Ressources, des représentants d'associations et partis politiques par cercle et par région qui choisiront cinquante parmi eux qui les représenteront à une rencontre Nationale sous l'égide des plus hautes autorités pour dégager des voies et moyens susceptibles de ramener une paix définitive dans notre pays" ».**

La coordination lance par la même occasion, un appel particulier aux différentes parties engagées dans l'accord notamment, les groupes armés signataires, la médiation internationale et à la partie gouvernementale à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'Accord ne soit pas sabordé. Elle demande aux parties de privilégier encore, le dialogue pour trouver des points de convergence pour le développement du Mali.

■ Binadjan Doumbia

Gao : Des centaines de déplacés fuient des localités sous menaces

Des centaines de personnes, dont des femmes et des enfants, sont arrivées jeudi dernier dans la ville de Gao. Elles ont fui les persécutions et menaces des groupes djihadistes de l'État Islamique au Grand Sahara EIGS. Cette information est confirmée par des autorités locales...

Le samedi 4 Février 2023, la ville de Gao a enregistré d'autres flux massifs des populations de la commune d'Intillit (Cercle d'Ansongo) qui ont eu la chance de fuir les incursions des terroristes dans leur localité.

En effet, il s'agit des habitants de Doghay, dans la commune de N'tillit qui ont été sommés mercredi dernier par l'EIGS de quitter leur localité. Depuis ce temps, ces populations arrivent en masse à Gao et à Doro, une commune proche de Gao.

Les autorités communales comptent chaque jour l'arrivée à Gao d'une vingtaine de camions avec près de 40 déplacés dans chacun des véhicules. Selon elles, il est difficile d'établir pour le moment le nombre exact de ces déplacés puisqu'ils arrivent, à tout moment de

Doghay et de tous les villages de la commune de N'tillit.

Toutes ces personnes ont fui les massacres et les représailles de l'EIGS, poursuit un élu local sous couvert d'anonymat, selon nos confrères de Studio Tamani. L'autorité précise également que des centaines de civils ont été tués, depuis mars 2022, dans cette zone, suite aux attaques de leurs campements par des djihadistes.

Besoin urgent d'assistance humanitaire

Ces déplacés sont répartis entre des sites d'accueils à Bawa au Chato et à Kosay, dans la commune de Gouzoureye. La plupart sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. L'élu local, sous anonymat, explique

que ces populations ont urgemment besoin d'une aide en vivres et soins de santé.

Il urge que les autorités et les organisations non gouvernementales interviennent pour soutenir les déplacés qui manquent de tout actuellement mais surtout pour assurer leur sécurité.

Calme à Gomossagou, après l'attaque

Dans le même temps, au centre du pays, 4 personnes tuées, des motos, des maisons incendiées et du bétail emporté. C'est le bilan de l'attaque perpétrée par des hommes armés non identifiés contre le village de Gomossagou dans le cercle de Bankass vendredi dernier. Des habitants soutiennent depuis hier lundi 06 février 2023 que le calme est revenu.

Le poste de contrôle de Zanadougou à 2 kilomètres de Sikasso, au sud du pays, a aussi subi une attaque des hommes armés non identifiés, vendredi passé.

La multiplication d'attaques confirme la désorganisation des groupes terroristes qui cherchent à se reconstituer face aux forces de défenses déterminées à reprendre l'ensemble du territoire malien.

■ Binadjan Dombia



Dr. Boubacar Sidiki Diarra, Segal du ministère de la justice : « Les citoyens se familiarisent avec la justice »

Se donner les orientations et mettre en exergue les difficultés pour avoir une justice de qualité. Le Secrétaire général du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Dr Boubacar Sidiki Diarra se confie au Le Nouveau Courrier en marge du déjeuner de presse de la Semaine de la Justice.



Artisan majeur de cette 1^{ère} édition pour avoir été Président de la Commission d'organisation, Dr. Boubacar Sidiki Diarra, ancien Directeur des Affaires Juridiques, de la Documentation et de la Communication (DAJDC) de l'OHADA est un magistrat au parcours professionnel bien rempli. Dans cette interview épistolaire, le spécialiste international de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent parle de la quintessence de cette première édition de la Semaine de la Justice.

Le Nouveau Courrier : Vous avez bouclé la Semaine de la justice avec une série d'activités au programme. Expliquez-nous la pertinence de cette 1^{ère} édition ?

Dr. Boubacar Sidiki Diarra : C'est d'abord une édition novatrice. Toutes les activités ont été réalisées et l'engouement est au rendez-vous, de même que l'affluence et les enseignements tirés pendant cette Semaine de la Justice. Ce qui prouve à suffisance, le travail d'arrachepied de la Commission d'organisation, conformément aux instructions du ministre qui a eu l'ingénieuse idée d'instituer cette Semaine. Il

ya eu non seulement des conférences de Parquet et de Siège, qui sont d'abord des conclaves entre les praticiens de la justice, qui permettent de se donner les orientations pour la conduite à tenir et de mettre en exergue les difficultés, mais aussi des journées portes ouvertes.

On dit que la justice est un secteur fermé. Mais les journées portes ouvertes ont permis aux citoyens de se familiariser avec la justice, de poser toutes les questions de leur choix. Le garde des Sceaux a présenté un bilan documenté dans le cadre de la lutte contre la corruption, et les perspectives. Chaque fois qu'il parlait de tel ou tel domaine, les revues étaient présentées. Je pense que ça été une Semaine très réussie. Nous sommes très satisfaits. Les objectifs ont été largement atteints.

Outre cette 1^{ère} édition de la Semaine de la Justice. En 2022, il y a eu une succession de « première fois » dans plusieurs domaines au ministère de la justice. Quel est le but recherché ?

Le but recherché est de ne pas remanger ce qu'ont déjà digéré nos ancêtres. Alors, il faut améliorer, progresser, moderniser. Cela nous

permettra d'avoir une justice de qualité. Donc des hommes et des femmes qui sont au niveau du département de la justice, qui ont réfléchi à ces innovations. C'est vrai qu'on respecte ce que les autres ont fait, nous les saluons d'ailleurs, mais ces innovations permettent de dire que qu'il y a lieu aussi d'améliorer.

Quelles sont ces innovations ?

C'est une kyrielle d'innovations. Nous sommes à dix ou quatorze innovations. Des textes de loi à l'encadrement institutionnel, à l'organisation du travail... Tout a changé. C'est vraiment une très bonne chose.

Selon le ministre Mamoudou Kassogué, "la justice serait mieux acceptée si les citoyens ont accès aux informations dont ils ont besoin pour comprendre les mécanismes à travers lesquels elle est rendue". Partagez-vous ce constat ?

Tout à fait ! Ça été prouvé à travers l'intervention du ministre au déjeuner-débat avec la presse et la société civile. Toutes les informations ont été données par le ministre avec des documents à l'appui. Ces documents présentés sont publics, destinés aux acteurs de la justice et aux justiciables. C'est pour dire que la justice est là pour donner des informations utiles.

A sa rencontre avec les autorités coutumières, les leaders religieux et la société civile, au seuil du nouvel an 2023, le Président de la Transition, col. Assimi Goita, a estimé que la justice a fait un travail remarquable dans le cadre de la lutte contre la corruption. Quel est votre commentaire ?

Je dis seulement que c'est inédit.

Propos recueillis par O. A. Morba
Source : Nouveau Courrier

Situation sécuritaire à Gao : Les anciens résistants interpellent les autorités militaires



La salle de conférence du Gouvernorat de Gao a servi de cadre ce samedi 04 février 2023, pour la cérémonie d'ouverture de la Journée de Réflexion sur la situation sécuritaire de la région de Gao. Initiée par la Coalition des anciens des mouvements et organisations de la résistance civile de Gao (CAMORC) ; cette initiative citoyenne avait pour objectif de contribuer et proposer une panoplie de recommandations pouvant contribuer à aider les Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission régalienne de protection des personnes et de leurs biens. Placée sous la présidence du Directeur de cabinet du Gouverneur de la région de Gao, Agaly Ag Inamoud YATTARA, la cérémonie a enregistré la présence de plusieurs personnalités dont les différents chefs militaires de la région, les directeurs des services régionaux, les notabilités et chefferies traditionnelles, les représentants des organisations de la société civile ainsi que les membres et sympathisants de la CAMORC venus nombreux pour la circonstance.

À l'entame de son propos, le Président exécutif de la CAMORC, Abdoul Karim Samba, a fait observer une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires arrachées à notre affection par le fait de ce barbarisme d'un autre âge.

Selon lui, la tenue de la présente journée d'échange, de réflexion et d'analyse sur la situation sécuritaire se tient à un moment où notre région est confrontée à une recrudescence de l'insécurité qui se caractérise par des enlèvements de personne, de bétails, de braquage, de rapt et d'autres types de banditismes, qui contribuent malheureusement à ébranler nos fondements socioculturels, de bon voisinage et de cohésion sociale.

« Cette dégénérescence, exige de nous, en tant qu'anciens résistants, j'allais dire, ceux-là mêmes qui ont dit non hier face à l'invasion djihadiste, ceux-là qui ont brandi le symbole de la souveraineté quand personne, je dis bien quand personne ne pouvait prononcer le mot Mali ; une réflexion, une analyse pour mieux appréhender la problématique afin d'agir dans l'intérieur supérieur de nos communautés et de notre nation », a déclaré le président du CAMORC, Abdoul Karim Samba.

L'occasion était opportune pour le Président exécutif de la CAMORC, Abdoul Karim Samba, de saluer la présence des cellules d'Ansongo, de Bourem et des autres communes de la région, venues pour partager leur expérience et vécu. Il a ensuite remercié l'engagement volontaire des membres du bureau régional de la CAMORC, grâce au soutien desquels, la présente activité a pu être réalisée.

Avant de terminer, il a invité les autorités militaires et administratives à plus d'engagement et de vigilance, car, dit-il, « Ils sont parmi nous et opèrent par tous les moyens pour y parvenir à nous déstabiliser ».

« Soyons donc sereins, vigilants et solidaires », a-t-il conclu.

Dans son discours d'ouverture, le Directeur de cabinet s'est dit émerveiller par la mobilisation qui dénote de l'intérêt qu'accordent les populations de la région aux questions liées à la sécurité. Il a ensuite remercié la CAMORC pour l'initiative qui servira non seulement à renforcer le brassage entre les forces de sécurité et la population, mais surtout contribue à accompagner les FDS dans leur mission de protection des personnes et des biens.

Avant de lancer les travaux, le directeur a reçu des mains du Président, un exemplaire du rapport annuel d'activité 2021-2022 de la CAMORC.

La CAMORC, selon ses responsables, est une organisation qui prône le patriotisme et la citoyenneté active, pour faire de la belle et légendaire cité des Askia, une région émergente dans un Mali de prospérité.

Par Abdoulaye OUATTARA

Source : Info Matin



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Respect de la durée de la transition :

Le Cadre d'échange et le Forum des partis politiques intransigeants

Le Cadre d'échange des partis et regroupement politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel et le Forum des partis politiques du Mali sont très exigeants quant au respect de la durée de la transition. C'est du moins ce qui ressort de la rencontre entre les deux groupements politiques conduits respectivement par Modibo Soumaré et Yeah Samaké.



La classe politique, bien que très divisée, semble se retrouver au sujet du respect de la durée de la transition. Les différents groupements ne semblent pas dans la dynamique de cautionner une autre prorogation de la durée de la transition. C'est la décision qui a été prise lors de la rencontre entre le Cadre d'échange des partis et regroupements pour le retour à l'ordre constitutionnel forum des partis politiques du Mali, présidé par Niankoro Yeah SAMAKE.

Selon le compte rendu public à l'issue de ladite rencontre, « **les discussions ont porté la situation sociopolitique et sécuritaire, mais surtout sur la nécessité et l'opportunité d'organiser un forum des partis politiques par les acteurs politiques en vue de promouvoir le Dialogue Interpartis** ». Cette rencontre s'est tenue à un moment où les partis politiques sont laissés de côté, discrédités par les populations qui voient les acteurs politiques comme les seuls responsables de la faillite de l'État. Pour ces deux grands groupements, il faut vite redresser cette perception sur la classe politique sans laquelle il est impossible de bâtir une nation en démocratie. « **Les deux parties ont**

convenu de l'importance d'un cadre de dialogue pour évaluer les décennies de pratiques démocratiques au Mali et le rôle des partis politiques dans le renforcement de la démocratie en cette période de transition politique », précisent-on dans le communiqué conjoint.

A en croire le communiqué, les deux partis partagent la même vision sur l'urgence d'aider les autorités de la Transition à maintenir le chronogramme des élections pour le retour à l'ordre constitutionnel. Ce qui voudrait dire que ces groupes sont loin d'être une opposition.



Ils accompagnent les autorités de la transition en dénonçant les cas de dérives et en faisant des propositions pertinentes pour l'amélioration de la gouvernance. « **La classe politique doit relever les défis auxquels le pays est confronté et parler d'une même voix, en respectant l'éthique, la déontologie, le caractère noble des formations politiques. La tenue du Forum est prévue au mois de février pour diagnostiquer en profondeur ces aspects. Le Forum tend la main à tous les partis politiques** », a-t-on précisé dans le communiqué signé par Dr Modibo Soumaré et Yeah Samaké. Ces groupements, tous deux, composés de plusieurs partis politiques, d'associations et de mouvements politiques promettent de travailler pour sauver le pays. « Après les exposés, les deux parties se sont mises d'accord pour travailler ensemble pour sauver le Mali. Des dispositions seront prises à cet effet », rassurent-ils.

Il faut rappeler que tous les deux groupements politiques tiennent au respect de la durée de la transition comme les prunelles des yeux.

Anguimé Ansama

Refondation de l'état : Où vont les colonels avec le Mali ?



Vous avez dit Mali Koura ! Nous sommes dans Mali Koro. Depuis le coup d'État du 19 novembre 1968, c'est une succession de régimes et d'hommes qui dirigent notre pays avec le même système de gouvernance, dont le dénominateur commun est le détournement de deniers publics et les malversations financières. Ces régimes successifs se tiennent à cause du vol de la chose publique.

Ça ne va pas. Quand on observe son état et sa détresse, le Mali d'aujourd'hui ressemble au patient agonisant aux urgences d'un hôpital sans médecin, ni infirmier de garde. La société malienne est aujourd'hui comme abattue par l'immensité des problèmes qui l'assaillent. Notre pays demeure divisé, secoué par des violences qui démoralisent et dévastent des parties entières du territoire. Une grave menace de décomposition pèse sur le Mali. L'abattement d'un peuple s'installe inévitablement quand s'ajoute à la pauvreté cette profonde insécurité sur plus de la moitié de notre territoire. À cette triste tentation au renoncement, s'ajoute un inquiétant penchant, dès qu'un obstacle se présente, de s'en remettre à des puissances surnaturelles, supposées seules capables d'apporter le soulagement. Il est un usage de la sainte invocation musulmane in-challah qui ne traduit pas la piété, mais l'impuissance. Ou souvent : je m'en remets à Dieu (ne ye n'ta to Allah ma). Un propos d'impuissance. La misère complique le quotidien de

millions de concitoyens. Trouver le prix du condiment, payer une ordonnance, charger son téléphone en crédits, se déplacer, se marier, assurer la survie de ses enfants, leur instruction, leurs repas, tout cela nécessite des trésors de débrouillardise pour nombre de nos compatriotes. Les Maliens se battent quotidiennement pour joindre les deux bouts. Le Mali est un pays atypique à cause de son système de gouvernance. Les coups d'État, dit-on, sont les conséquences des mauvaises gouvernances. Mais dans le pays de Soundiata Keïta et de Firhoun, le mode de gouvernance demeure le même. Ce sont certes de nouveaux militaires qui prennent le pouvoir. Au fil du temps, le peuple découvre que le système de gouvernance qui a été combattu revient petit à petit avec quelques réformatives, fini par s'enraciner. L'examen scrupuleux du passé et une meilleure connaissance de ce passé nous permettent de nous livrer à un certain jeu d'esprit pouvant et devant susciter l'émergence de nouvelles races de responsables patriotes. Que reste-t-il au peuple malien trahi, désabusé, volé par des fonctionnaires véreux et militaires félons ? Le coup d'État de mars 91 avait fait renaître espoir au peuple de voir le changement de système de gouvernance. Mais hélas ! Ça été pire que sous le parti unique. Amadou Toumani Touré (ATT) a été pris en otage par les barons de la ruche. Du coup, la lutte pour le changement et la transparence a été mise sous le boisseau. Lorsqu'on analyse

bien les différents régimes qui se sont succédé au pouvoir aussi que leurs hommes et femmes on s'aperçoit que chacun de ces régimes (Moussa Traoré, Alpha Oumar Konaré, Amadou Toumani Touré, Ibrahim Boubacar Keïta), chacun traînait des casseroles de détournements de deniers publics sur lesquels la lumière est rarement faite, malgré l'existence d'une multitude de services de contrôles : toutes les sociétés et entreprises d'État ont mis les clés sous le paillason pour raison de malversations financières. Il n'y a plus d'industrie au Mali, on importe tout, environ deux millions de tonnes de riz sont importés par an. L'importation étant l'une des grandes causes du chômage, il faut faciliter sinon favoriser la création d'entreprises qui répondent aux besoins internes. Les quatre (04) présidents cités ont en commun des scandales financiers qui ont eu des conséquences néfastes sur la gouvernance au Mali. Impossible de se défaire de détournements de deniers publics, les malversations financières. Les bénéficiaires de prébendes de ces quatre présidents et leur régime sont nombreux. Dans tous les secteurs, ils ont fait tache d'huile : commerce administration publique, forces armées et de sécurité, banque, transport, assurance, société de téléphonie mobile, etc. Du coup, tout une partie du peuple a reçu sa manne financière. Ces présidents et leur peuple tirent aujourd'hui les ficelles du pouvoir financier et contrôlent le commerce. C'est pourquoi la lutte contre la corruption et la délinquance financière ou le détournement de deniers publics est impossible. Imaginez quatre (04) présidents et leurs opérateurs économiques, leur religieux businessman abandonner de sitôt leurs affaires pour se consacrer à quoi ? Imaginez ! Ces quatre (04) grands peuples tiennent le Mali comme leur propre propriété privée à travers : établissements scolaires privés, transports urbains, cliniques ou centres de santé privés, immeubles loués à l'État, location de véhicules, groupes électrogènes loués à l'État, télévisions privées, constructions de mosquées, etc. Ces peuples ne payent pas d'impôt. Au contraire, il ces gens d'issus des quatre régimes bénéficient des traitements accordés par l'État. C'est ce qu'on appelle l'État dans l'État. Safouné KOUMBA

Source : l'Inter de Bamako

Cheick boucadry Traoré : « Notre pays brûle »

Dans une tribune « Le Mali en quête de paix et de justice pour notre pays », Cheick Boucadry Traoré, Président du Parti Care appelle à la fin de l'inaction et de l'indifférence.

Notre pays brûle et la responsabilité de l'inaction et de l'indifférence est impossible à supporter pour beaucoup d'entre nous. Des tensions négatives et inutiles sont en train de contribuer à prolonger, envenimer et exacerber les conflits au nord et au centre de notre pays. L'accord de paix n'a pas atteint ses objectifs, qui étaient d'apporter la paix et la sécurité à nos populations et de préparer la voie à une solution politique juste, pacifique et durable aux conflits. Il est temps d'arrêter de sous-traiter nos problèmes auprès d'autres qui peuvent avoir des objectifs différents des nôtres. Et nous ne pouvons pas non plus continuer à compter sur les autres pour résoudre nos problèmes sociaux, encore moins sur ceux qui ont encouragé ou participé à créer les mêmes problèmes. Quoi qu'il en soit, c'est

à nous que revient le choix de relever nos défis. C'est nous qui en paierons le prix ou récolterons les gains ! Nous en sommes seuls responsables. Travaillons ensemble pour que les parties reprennent les pourparlers en faisant preuve de souplesse, dans un esprit constructif, afin que puisse être dégagée une solution pragmatique qui conduise à rendre l'accord viable et crédible pour une paix durable et garantisse la sécurité des populations sur toute l'étendue du territoire national. Tout au long de l'histoire de notre nation, nous trouvons des exemples qui témoignent de notre capacité de trouver des solutions heureuses à nos questions et problèmes sociétaux. Alors, prenant en compte ces exemples et la sagesse de nos expériences, trouvons la solution adéquate aux exigences spécifiques

de toutes les parties afin de mettre un terme définitif à la violence et surtout obtenir la paix qui exige l'engagement ferme et le courage extraordinaire de la part de tous.

Nos différentes composantes ont vécu des siècles durant dans l'harmonie. Nos sources, nos racines et nos peuples autochtones apportent la richesse extraordinaire de leurs diverses structures sociales, économiques et culturelles au devenir permanent de notre nation moderne fondée sur nos valeurs positives. Nous devons vaincre toutes les menaces contre l'unité et mettre un terme à cette idée que nous pourrions être autre chose qu'une nation unie et solidaire.

Œuvrons ensemble pour évoquer les problèmes liés à cette période transitoire de la vie de notre pays et apporter les solutions viables afin de démontrer à nous-mêmes et au reste du monde que notre nation est unie dans sa lutte pour la liberté, la paix et le développement durable.

Cheick Boucadry Traoré
Source : Le Challenger



Pour une meilleure mobilité des artistes et des œuvres : Ce qu'a été décidé lors de SÉGOU'ART

La 19^{ème} édition du Ségou'Art Festival sur le Niger, a été lancée, le jeudi 2 février 2023, par le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga, et placée sous le thème "Patrimoine et Créativité". Ont pris part à cette cérémonie le ministre de l'Artisanat de la Culture et de l'Industrie Hôtelière, Andogoly Guindo, celle chargée des Réformes Politiques et Institutionnelles, Mme Fatoumata Dicko, le chef de Cabinet du gouverneur de la région de Ségou, Afel B Yattara, le maire de la commune urbaine de Ségou, Nouhoun Diarra et plusieurs amoureux de la culture...

L'idée de regroupement des grands festivals pour traiter les problèmes liés aux questions de Culture est une des fortes recommandations de la table ronde tenue à Ségou, lors de Ségou'Art-Festival sur le Niger. Il portait sur le thème : « Mobilité des artistes et de leurs œuvres ».

La « Mobilité des artistes et de leurs œuvres », est un problème qui hante les artistes africains avant, pendant et après la Covid-19. L'insécurité qui sévit dans la région ouest africaine est venue s'ajouter au lot de problèmes. La mobilité des artistes et de leurs œuvres est devenue un casse-tête. Qu'est ce qui « bloque » les artistes et leurs œuvres ? Quels sont les impacts et quelles solutions ou pistes de solutions proposées ? Pour parler du sujet qui revient dans les grands foras de la culture, Luc Mayintoukou, un spécialiste des questions de mobilité et l'artiste peintre Abdoulaye Konaté, membre fondateur du fonds africain pour la culture, deux spécialistes des questions de culture, étaient les panelistes d'une table ronde, tenue au Centre koré à Ségou.

Les deux hommes de culture ont donné leurs positions sur le sujet. A l'analyse des interventions, l'on note plusieurs contraintes liées aux difficultés de mobilité des artistes et de leurs œuvres. Elles ont pour noms, selon Luc et Abdoulaye, les contraintes administratives pour obtenir le visa ; le problème de financement ; de transports ; l'insécurité, la Covid ; la méconnaissance des textes et conventions nationaux et internationaux par la douane ; la mauvaise organisation des professionnels de la culture.

Qu'est ce qui pousse les artistes à demander la mobilité ? Les panelistes ont parlé de la formation, les échanges entre professionnelles, les partages, la participation aux festivals et autres rencontres. « Aujourd'hui, les artistes

sont confrontés à un problème de délivrance de visas », déplore Abdoulaye Konaté.

Le second point sur lequel Abdoulaye a mis l'accent est celui du transport. Selon lui, lorsque l'artiste parvient à décrocher son visa, c'est le transport de ses œuvres qui pose problème. Le transport coûte extrêmement cher. Ceux qui invitent ont aussi des difficultés à assurer le transport ».

Un autre gros problème soulevé par l'artiste peintre a trait à la rétention des œuvres par la Douane. A l'en croire, au Mali, de retour, à l'aéroport, certains douaniers bloquent les œuvres, ce parfois par méconnaissance des textes.

Sur les difficultés d'accès aux financements, M. Konaté a reconnu que les artistes ont du mal à accéder à des financements. Cependant, il s'est réjoui de la création du Fond africain de la culture.

Pistes de solutions

« Le Fonds permet aux jeunes de recevoir des

aides des plus anciens qui le financent, en donnant une ou deux œuvres », a indiqué Abdoulaye Konaté. Pour maintenir et encourager une diversité culturelle plus que jamais nécessaire, il a été proposé un traitement des demandes de visas spécialement adapté aux usages professionnels propres à la filière culturelle.

Puisque la question de mobilité des œuvres est une question de réglementation dans certains pays, les participants ont formulé des recommandations, entre autres, un plaidoyer sur les textes et accords bilatéraux entre les Etats (à faire de manière spécifique) ; la formation des douaniers sur les questions de Mobilité ; l'idée de regroupement des grands festivals pour traiter les problèmes liés aux questions de culture. A ceux-ci s'ajoutent la mise en place d'un réseau de résidence pour les productions littéraires (solution locale) ...

M.S

Source : Arc en Ciel



Burkina Faso : Des élèves exposés à la moquerie populaire

« Qu'est devenu l'enseignement au Burkina Faso ? » La question est sur toutes les lèvres. Fortement éprouvée par la crise terroriste – ayant conduit à la fermeture de certains établissements –, l'éducation nationale au pays des hommes intègres vient de subir une épreuve supplémentaire. Dans une vidéo virale, en effet, une institutrice (dont on n'entend que la voix) livre ses élèves à la raillerie générale. Ceux-ci, affectés de déficiences langagières, peinaient à articuler correctement la phrase de l'enseignante ; laquelle aurait filmé et diffusé l'humiliante séquence sur les réseaux sociaux.

L'indignation est grande dans l'opinion burkinabé, s'agissant d'un acte posé au mépris absolu de la déontologie, de la pédagogie et des

droits des enfants. D'ores et déjà, certains citoyens exigent l'ouverture d'une enquête et des sanctions appropriées. « Je suggère qu'on mène des enquêtes pour mettre la main sur l'enseignant en question et appliquer la sanction qu'il faut, afin que cela serve de leçon à tous ceux qui voudront oser », a réagi un internaute citoyen.

De son côté, le ministère de l'éducation nationale – dans un communiqué daté du 3 févr. - 23 – « condamne énergiquement cette dérive éthique » et « rassure l'opinion publique que des investigations sont en cours pour identifier l'enseignant(e) en cause et ses complices afin qu'ils répondent de cette grave faute professionnelle ».

En attendant, d'autres citoyens en appellent à

la modération. Pour ceux-ci, cet épisode malheureux ne doit pas servir de prétexte à une chasse aux sorcières contre les enseignants, dont les conditions de vie et de travail laissent largement à désirer. Pour beaucoup de burkinabé, cette vidéo n'est que la conséquence d'une longue et blâmable négligence des besoins du système éducatif depuis plusieurs décennies. Aussi, disent-ils, en publiant la vidéo sur les réseaux sociaux l'enseignant(e) aurait simplement cherché à attirer l'attention des autorités sur les difficultés et carences des élèves.

Quoi qu'il en soit, l'enquête se poursuit et promet, certainement, des résultats sensationnels. Il faut espérer une issue, juste et proportionnée, à cette affaire. Car, tout excès risque de précipiter les enseignants dans les rues. Et toute faiblesse déclencherait l'ire des parents d'élèves. Autant dire un équilibre difficile !

LIRE LE COMMUNIQUÉ EN ENCADRÉ

■ Malik WOGO



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ALPHABÉTISATION
ET DE LA PROMOTION DES
LANGUES NATIONALES



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

CABINET

Ouagadougou, le

03 FEB 2023

COMMUNIQUE

La diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo mettant en scène des élèves d'une classe qui peinent à répéter correctement une phrase du maître a profondément choqué l'opinion publique. La volonté de l'auteur ou des auteurs de cette prise de vue est manifeste : mettre à nu les lacunes des enfants et les livrer à la risée populaire. L'acte ainsi posé est irresponsable, contraire à la déontologie, donc en rupture avec les valeurs sacrées qui font la noblesse de l'éducateur, un adulte qui traite les apprenants comme ses propres enfants, avec amour et bienveillance.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, tout en saluant les efforts et le difficile travail de l'enseignant, condamne énergiquement cette dérive éthique. Il rassure l'opinion publique que des investigations sont en cours pour identifier l'enseignant (e) en cause et ses complices afin qu'ils répondent de cette grave faute professionnelle.

Le Ministère interpelle également la communauté éducative sur l'impérieux devoir de tous de respecter et de protéger les droits de l'enfant, notamment sa dignité et son droit à l'image.



Joseph André QUEDRAOGO



En Guinée équatoriale : Manuela Roka Botey nommée Première ministre

Pour la première fois à Malabo, c'est à une femme que le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a confié les rênes du gouvernement.

Manuela Roka Botey est la première femme de l'histoire de la Guinée équatoriale à être nommée Première ministre.

« Je nomme Madame Manuela Roka Botey Première ministre du gouvernement chargée de la coordination administrative », a écrit

dans un décret qui fera date.

Entrée au gouvernement en août 2020 en tant que ministre déléguée à l'Éducation nationale, à l'Enseignement universitaire et aux Sports, Manuela Roka Botey est également vice-doyenne de la faculté des Lettres et des sciences sociales de l'Université nationale de Guinée équatoriale (UNGE).

Tweet de Teodorín

« Pour la première fois en Guinée équatoriale, une femme est nommée première ministre », a tweeté le vice-président et fils du chef de l'État. « Ceci est une preuve supplémentaire de l'engagement en faveur de l'égalité des genres [...] dans le pays », s'est-il félicité.

Manuela Roka Botey remplace l'ancien Premier ministre Francisco Pascual Obama Asue qui occupait ce poste depuis près de huit ans. Les trois vice-Premiers ministres, Clemente Engonga Nguema Onguene, chargé de l'Éducation et des Sports, Ángel Mesie Mibuy, chargé des Affaires juridiques et des Relations avec le parlement, et Alfonso Nsue Mokuy, chargé des Droits de l'Homme, ont été reconduits.

J A avec AFP

CHAN 2022 : Les primes pour chaque sélection

La Confédération Africaine de Football a fixé un nouveau barème de primes pour cette septième édition du Championnat d'Afrique des Nations, soit une majoration de plus de 60% par rapport à la précédente édition. Et c'est bien évidemment le Sénégal qui va toucher le pactole.



Les Lions de la Teranga ont remporté le trophée final du CHAN 2022 au terme d'un match âprement disputé face au pays organisateur. Pour un tel accomplissement, la CAF va attribuer la somme de 2 millions de dollars au vainqueur. Une fortune fort juteuse.

Sacrée vice-championne après avoir perdu face au Sénégal, l'Algérie se contentera d'une bonne prime de 800 000 dollars. Quant à Madagascar qui a terminé troisième du tournoi, il recevra 500 000 dollars au même titre que le Niger, quatrième du CHAN 2022.

Les quarts-de-finalistes malheureux tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mozambique et la Mauritanie recevront 400 000 dollars chacun. Les sélections ayant achevé le premier tour en tant que 2e d'un groupe de trois équipes empochent respectivement 300 000 dollars. C'est le cas du Cameroun et de l'Angola. Le même montant sera attribué à la Libye, l'Ouganda et le Soudan, troisièmes dans leurs groupes de quatre participants.

Enfin, la RDC, le Mali, le Congo et l'Éthiopie recevront 200 000 dollars chacune pour avoir bouclé le premier tour en tant que dernier de leurs poules. Pour rappel, la Confédération Africaine de Football a majoré de plus de 60%

les primes alloués aux différentes équipes participantes au Championnat d'Afrique des Nations.

Source : africafootunited





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il est important de faire un break, car un changement d'activité est proche. Saturne en Capricorne vous incite à trouver un autre poste pour vous épanouir davantage. L'ambiance dans le travail et les tâches répétitives ont pu vous motiver pour partir.

Vous pouvez dépenser pour des articles utiles et attendre pour faire des économies. La prudence est de mise, car l'instabilité professionnelle vous donne une visibilité réduite sur la gestion du budget. Un paiement obligatoire peut retarder des achats.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous oscillez entre compromis et fermeté. Les hostilités de la part de vos collègues sont officiellement ouvertes. Vous essayez de rester le plus objectif possible, Mercure vous suggère de ne pas mélanger vie professionnelle et vie privée.

Vous gardez un œil sur votre budget. Aujourd'hui vous freinez les dépenses les moins utiles. Réputé bon gestionnaire, vous ne pouvez pas vous laisser aller, quitte à ne pas lâcher votre calculatrice de la journée. Il ne faut pas abuser !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si l'un de vos collègues vous demande de le défendre, réfléchissez avant de le faire. Le climat vous expose à des histoires et une dégradation de l'atmosphère dans votre service. Des querelles pour des détails peuvent venir comme un cheveu sur la soupe.

Écoutez les conseils prodigués par votre famille qui peuvent vous rendre service. Ils peuvent vous aider à réaliser des économies. Il faut être patient pour stabiliser le budget. Vous pouvez passer la journée à râler à cause de la frustration passagère.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre ambition sera déçue. Vous pourriez même avoir envie de prendre certains risques en donnant un coup de balai à une organisation qui vous étouffe. Vous vous appliquerez à changer certaines règles même si votre direction voit cela d'un mauvais œil.

Financièrement, vous n'aurez que des satisfactions ! Quoi que vous vous apprêtiez à faire, vous pouvez être assuré de sa réussite. Vous saurez faire preuve d'habileté si vous devez acheter ou vendre un bien. Votre gestion est exemplaire !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aimez que l'on écoute vos idées. Cette envie peut être à double tranchant. Vous aimez imposer aussi votre point de vue et cela attise des rivalités déjà latentes. Malgré le contexte, votre situation professionnelle évolue vers un nouveau poste.

Une mise au point serait la bienvenue avec votre gestion matérielle. Vous êtes pressé de renouveler des articles pour offrir du confort à votre famille et cela engendre une série de dépenses que vous pourriez échelonner. Il y a un risque de découverte.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous donne l'opportunité d'opérer de grands changements dans votre vie professionnelle. Vos projets prennent plus d'ampleur, vous développez votre réseau. Un contact souhaite vous débaucher. Il est préférable d'analyser la situation avant d'agir.

Dans vos finances l'équilibre est préservé. Vous n'avez pas de soucis à vous faire, les astres protègent votre argent. Cependant, si un ami vous doit de l'argent, rappelez-lui avec tact et gentillesse que les bons comptes font les bons amis.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un ancien collègue peut vous donner un contact pour trouver un nouveau poste. De la lenteur est encore à prévoir et vous pouvez râler une partie de la journée pour vos conditions actuelles de travail. Le poste actuel ne correspond plus à vos ambitions.

Il est utile de faire un point, car plusieurs jours de file sont axés sur la gestion de la trésorerie. Les questions d'argent vous entêtent, car votre salaire s'envole dans les charges. Vous pourriez envisager de changer d'activité pour gagner plus.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les choses iront bon train ! Votre dynamisme, votre sens de l'organisation vous vaudront un franc succès. Vous pourrez mettre sur pieds vos projets, engager des négociations que vous mènerez d'une main de maître. Vous viendrez à bout des travaux difficiles.

Le carré Jupiter/Vénus pousse fortement à la dépense. D'un côté, vous avez suffisamment de rentrées d'argent pour vous faire plaisir. Mais de là à attraper la fièvre acheteuse, non ! Pensez un peu à épargner pour les jours plus difficiles.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous faites des concessions, car l'évolution professionnelle ne se déroule pas comme vous le voulez. Il règne une atmosphère de tensions et de rivalités dans votre activité professionnelle. Cela peut vous apporter une déception amère vis-à-vis d'un collègue.

L'atmosphère est aux dépenses qui restent importantes et diversifiées. Il y a peu d'économies possibles, car les sorties actuelles sont nombreuses et vous ne savez pas réellement refuser de régler des notes. La journée peut encore entraîner des frais.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vos compétences et vos expériences séduisent, aujourd'hui une opportunité inattendue se présente à vous, sachez la repérer et l'accueillir comme il se doit. Vous avez l'occasion de démontrer tous vos talents, vous saisissez votre chance.

Votre générosité risque bien de vous jouer des tours. Ne vous sacrifiez pas pour les autres. L'argent est suffisamment difficile à gagner ce n'est pas pour le distribuer à tout-va. Ne laissez personne abuser de vos largesses, posez des limites.



Verseau (20 janvier - 19 février)

La coopération est demandée dans vos fonctions. On peut vous réclamer également dans une réunion pour intervenir et donner votre opinion. Les astres sont propices à de nouvelles connaissances dans votre vie professionnelle et des liens se créent.

C'est la prudence qui doit guider votre vie malgré les dépenses qui persistent. Dans les sorties avec vos amis, apprenez à être moins généreux et à restreindre vos dépenses. C'est avec de petites économies que vous pouvez stabiliser votre trésorerie.



Poisson (19 février - 21 mars)

Quelque chose de nouveau se présente. Il peut s'agir d'une nouvelle mission ou carrément d'une nouvelle entreprise qui pourrait vous faire signe. Cette journée signera un nouveau départ qui vous ouvrira de nouvelles portes et un horizon plus vaste.

L'argent rentre régulièrement et il ne devrait pas y avoir d'imprévu. Vous pourriez songer à revoir votre budget pour réduire vos frais sur certains postes comme les assurances ou les forfaits de téléphone ou encore les abonnements aux nouvelles chaînes de télévision.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 cm n°2022-24/agg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 5000 techniciens impliqués dans la mise en œuvre de la réforme de la justice, entre autres domaines et à ce jour pas de démission en vue. Suite à l'annonce de la démission de plusieurs juges par les magistrats, le Conseil de la magistrature a réagi.</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !</p>	<p>Le Mali a-t-il la capacité de gérer la pandémie de COVID-19 ? Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence de presse sur le bilan de la transition : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barkhane Faso CEDEAO : Essouffure Mahamadou, son médiateur contesté !</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ !</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23